Comité de défense et de décolonisation des territoires

La force des forêts

- La dernière forêt - Le Ya'nienhonhndeh
- Les Atikamekw Nehirowisiwok - Grandeur du Nitaskinan
- Vivre sur les territoires - Entrevue
- Entre privilèges et droits ancestraux - Entrevue
- Chasse à la chasse - Récente mise en acte de la souveraineté anishinabeg
- Qu'est-ce qui se joue vraiment au terrain vague - Le boisé Steinberg contre la locomotive de l'économie
- Suspendre la destruction des forêts - Pistes pour une révolution décoloniale

Introduction

Un monde de forêts

Sur l'île de la Tortue, un processus de fragmentation du « Canada » est lancé. Selon une coïncidence de temporalités longues et courtes, on entend sur les territoires deux clameurs qui montent en intensité. La première est le vacarme extractiviste qui accompagne le rythme effréné de la reproduction du capital. Depuis des siècles, une pulsion de mort et de destruction visant le profit propulse l'exploitation de minéraux, de végétaux et d'animaux. En contrepoint, des voix s'élèvent dans une tentative d'harmoniser diverses manières de s'ancrer au territoire pour y défendre la vie. Une résurgence, venue des temps lointains, hante désormais le monde colonial. Cette clameur sourde crée déjà une terreur chez ceux qui, sentant compté le temps de leur orgie de destruction, s'empressent de faire disparaître forêts, ruisseaux, marais, lacs et rivières. La politique de la mort entretenue depuis des siècles envers les Premiers Peuples et leurs territoires ancestraux est mise à nu.

Cet automne, peu de temps avant le reconfinement, de nombreuses luttes pour l'autonomie des peuples autochtones se sont engagées, chacune enracinée dans sa propre histoire d'opposition à l'extractivisme, au colonialisme et à la domination de l'État canadien en général. Depuis le 19 juillet dernier, un campement bloque un projet de développement immobilier près de Six Nations de la rivière Grand, la plus grande réserve autochtone du Canada qui regroupe principalement les nations de la Confédération Haudenosaunee. Cette réserve se densifie de plus en plus sur son territoire fermé et dévasté par la pollution, alors que la métropole de Toronto continue d'étendre sa banlieue sur plus de 100 kilomètres. La zone occupée a été rebaptisée *1492 Landback Lane*. Selon un traité de 1784, ces terres font partie du territoire de la communauté de Six Nations, mais des promoteurs immobiliers sont déterminés à se l'approprier.

> L'irruption des blocages ferroviaires ayant paralysé l'État colonial canadien à l'hiver 2020 est la dernière grande manifestation de ces voix grondant sur les territoires. En solidarité avec les Wet'suwet'en et contre le projet de pipeline du gouvernement Trudeau, des milliers de personnes, autochtones et allochtones, se sont unie pour démontrer que le rail, ce mythe fondateur du Canada est un fil facilement rompu.

L'intensité de ces blocages et la force qui en émanait ont été dispersées par des négociations avec le gouvernement Trudeau ; la nécessité de nouveaux blocages s'est perdue dans la tempête des mesures sanitaires entourant l'apparition de la COVID-19. Cependant, l'affrontement n'était que partie remise. Déjà, les grand-mères Wet'suwet'en lancent de nouveaux appels.

D'autres nations Haudenosaunee luttent aussi pour recouvrer des territoires traditionnels au-delà des réserves où elles ont été confinées. Ainsi, un campement a été érigé au centre-ville de Toronto en appui à la lutte de Six Nations ; un autre a été édifié à Akwasesne. À l'est, depuis la mi-septembre, des pêcheurs Mi'kmaq de la réserve de Sipekne'katik située dans le sud-est de la Nouvelle-Écosse ont

lancé leur première flotte indépendante pour la pêche au homard. Le jour même sur le quai de Digby, des pêcheurs blancs ont volé leur matériel de pêche et crevé les pneus de leurs voitures. Sur la mer, ces mêmes pêcheurs ont tenté de provoquer des accidents de bateau et ont coupé les lignes de pièges à homard des Mi'kmaq. Plus tard en octobre, deux entrepôts contenant les prises des pêcheurs Mi'kmaq ont été incendiés. La Nation mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse demande le respect des traités de 1759, entérinés en 1999 par le jugement Marshall à la Cour Suprême du Canada, qui leur donnent le droit à une subsistance convenable au moyen de la pêche en toute saison. Comme dans la lutte menée à Six Nations, le respect des traités est revendiqué, non seulement dans une visée de restitution territoriale, mais aussi comme appel aux peuples à habiter leurs territoires et en tirer leur subsistance.

Cette année, au début de la saison de chasse sportive, les Anishinabeg bloquent des chemins forestiers dans le parc de La Vérendrye et y construisent près d'une dizaine de camps pour défendre une population d'orignaux en diminution. Rapidement, les tensions montent, mais la souveraineté ancestrale triomphe en imposant son propre moratoire sur la chasse et en ignorant une injonction qui les somme de laisser passer les chasseurs blancs. Le temps d'un mois, le temps de la saison de chasse légale, les routes — l'infrastructure coloniale donnant aux colons l'accès au territoire — ont été destituées par des barrages et rendues au seul usage de la défense de la vie animale. La Nation anishinabeg a ainsi dressé ses campements au cœur d'une situation où se superposent un présent catastrophique et un avenir décolonial.



Introduction

La lutte des Anishinabeg du parc de La Vérendrye nous rappelle que la forêt demeure au cœur du projet colonial canadien et québécois. L'appropriation et le contrôle des territoires forestiers sont toujours la première étape menant à d'autres formes d'exploitation : agriculture, sylviculture, barrages hydroélectriques, extraction minière et pétrolière. La puissance symbolique et physique de la forêt demeure une menace au projet de modernisation et un frein à l'assimilation des communautés autochtones.

Les forêts foisonnent d'une multitude de formes de vie et sont traversées par une infinité de logiques territoriales et de souverainetés. Stopper l'invasion et la destruction de la forêt, c'est aussi freiner l'avancée de l'économie extractiviste. La forêt est un terrain de lutte de première ligne pour les défenseurs et défenseuses de l'eau et de la terre. Ce quatrième numéro de Comités de défense et de décolonisation des territoires (CDDT) se penche ainsi sur la question de la destruction des forêts qui, hier comme aujourd'hui, demeure un élément fondamental de la dynamique coloniale.

Dans les pages qui suivent se trouvent réunis cinq textes et deux entrevues. Les deux premiers textes, *La dernière forêt : le Ya'nienhonhndeh* et *Les Atikamekw Nehirowisiwok - Grandeur du Nitaskinan* traitent de forêts menacées par de vastes projets forestiers. Deux entrevues et un troisième texte, *Chasse à la chasse* , se penchent sur la lutte contre la chasse sportive qui entraine la disparation de l'orignal dans le parc de La Vérendrye. Un quatrième texte, *Qu'est-ce qui se joue vraiment au Terrain vague ? Le boisé Steinberg contre la locomotive de l'économie,* propose une réflexion plus large au sujet de cet espace. Contre les perspectives qui traitent cette situation comme un enjeu d'urbanisme, on conçoit ce territoire comme une pièce maîtresse de l'échiquier du pouvoir colonial dans son entreprise d'extraction massive des ressources du Nord. Enfin, un dernier texte, intitulé *Comment suspendre la destruction des forêts* conclut en proposant trois pistes pour une révolution décoloniale :

recommencement, provocation et alliance.

LES CDDT

Le premier Comité de défense et de décolonisation des territoires nait en 2017 au Camp de la rivière dans le territoire Mi'kmaq du Gespe'gewa'gi. Ce campement avait été établi en appui au Camp de la Montagne — une occupation d'un puits de pétrole près de Gaspé. Les forages ont été stoppés et le Camp de rivière a tenu pendant un an pour veiller à la protection du territoire. Au cours de cette année, ce campement s'est transformé en espace d'opposition à l'extraction et en lieu de rencontre entre des membres de communautés Mi'kmaq et d'allochtones. Inspirées par la densité de cette expérience et par la puissance des barricades du Camp de la Montagne, diverses bandes ont voulu, en essaimant les CDDT, faire écho à leurs actions sur d'autres territoires.

Les objectifs étaient clairs : affiner les sensibilités et construire un réseau qui rendrait plus puissants le Camp de la Rivière et les efforts de décolonisation futurs. En d'autres mots, mettre en place les conditions de possibilité de liaisons entre des mondes et territoires fracturés par le colonialisme, puis rendre cette liaison offensive et dangereuse. Depuis, l'extraction de pétrole a pris fin (pour l'instant) en Gespe'gewa'gi et le Camp de la Rivière a été démonté. Cependant, les CDDT persistent. Sans structure prédéfinie, loin des réflexes des organisations militantes classiques, les CDDT répondent à la fois aux appels des Premières Nations pour stopper les assauts sur leurs territoires ancestraux, tout en lançant leurs propres actions pour la protection de la terre et de l'eau.

Navigant entre différents modes d'organisation, ne se laissant jamais capturer, ni enfermer dans des formes préétablies, les CDDT donnent consistance au parti de la vie dans sa lutte contre l'économie de la mort. Le projet de ces comité n'a jamais été de former un nouveau collectif écologiste qui aurait pour objet « la nature et sa défense ». Il n'y a pas de « défense de l'environnement » qui serait comme un océan à sauver, un ours polaire sans banquise ou une forêt qui devrait retourner à son état de nature. Refuser cette rupture moderne/coloniale où un humain s'arracherait du monde par la force de sa pensée signifie pour nous récuser les fondements ayant donné lieu au désastre civilisationnel actuel. Il est au contraire question de se rattacher au monde. Les CDDT sont animés par une volonté d'expérimentation combinant assemblages, relations, et réciprocités inusités, dont l'horizon est la fin de l'Empire et la venue de temps nouveaux.

La dernière forêt

Le Ya'nienhonhndeh

Le Ya'nienhonhndeh (forêt du lac à Moïse) contient le dernier vestige de forêt intacte au sud du 52e parallèle. En langue wendat, le nom de ce territoire signifie « là où l'on cueille les plantes médicinales ». Le Ya'nienhonhndeh contient un massif de forêts vierges de 320 km2 où se trouvent plus de 100 lacs. Selon la cartographie coloniale, la forêt du lac à Moïse se situe à l'ouest de la réserve faunique des Laurentides et au nord de la réserve faunique de Portneuf.

Depuis plusieurs années, les coupes se sont intensifiées dans la forêt vierge du Ya'nienhonhndeh et aux alentours, menaçant ce lieu essentiel de biodiversité. En 2018, une entente entre le Conseil de bande de Wendake et le gouvernement du Québec a permis l'instauration d'un moratoire pour interdire le déboisement. Cependant, des coupes ont tout de même eu lieu dans la zone visée par ce moratoire en 2019. Selon le gouvernement et le Conseil de bande de Wendake, certaines zones avaient déjà été cédées à des forestières avant la signature du moratoire, ce qui justifiait qu'elles soient exclues de l'entente. Ce moratoire a pris fin en avril 2020. Depuis, le flou règne et les abattages prévus n'ont pas encore été annulés.

Une grande partie de la forêt, laquelle s'étend sur un territoire de 800 km2 et contient plus de 200 lacs en amont des rivières Batiscan, à Moïse, aux Éclairs et Métabetchouane, a déjà été rasée. Le peuple wendat veut préserver ce territoire pour les générations futures, mais la CAQ (Coalition Avenir Québec), par l'intermédiaire de son ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, a autorisé dans son plan d'aménagement forestier 2018-2023 des coupes dans la forêt vierge.

Depuis sa prise du pouvoir par la CAQ en 2018, le plan d'aménagement forestier de l'État autorise la déforestation partout : aires protégées, parcs nationaux, réserves naturelles, etc. Sans surprise, la CAQ veut ainsi contourner son engagement à atteindre 17 % d'aires protégées au Québec pour 2020 en y autorisant des « activités durables »… une nouvelle illustration de la manière dont les forces destructrices ont non seulement exproprié les milieux de vie, mais également détourné les mots de leur signification.

Les Wendat rapportent que jusqu'aux années trente du siècle dernier, à l'occasion de la chasse menée sur leurs territoires familiaux du lac à Moïse, ils et elles fraternisaient avec les Innus, dont les territoires de chasse sont avoisinants. Depuis, ces territoires ont été volés à mesure de l'avancée de la colonisation du Nord. Au-delà de sa richesse naturelle, la Nation wendat affirme l'importance historique du Ya'nienhonhndeh comme étant possiblement le seul lieu encore intact, c'est-à-dire un lieu intouché depuis l'arrivée de l'envahisseur européen. En 2016, des relevés effectués par l'archéologue Michel Plourde et son équipe de l'Université Laval ont permis de découvrir des peintures rupestres sur une falaise ainsi que plusieurs autres vestiges d'occupation millénaire des lieux par le peuple wendat.

La continuité écologique d'une forêt intacte lui confère des attributs exceptionnels lui permettant d'abriter une grande diversité de microhabitats et d'espèces d'oiseaux, de végétaux et de mammifères. Parmi les formes de vie les plus importantes, on retrouve les micro-organismes — bactéries, champignons et lichens — qui jouent un rôle crucial au sein de

l'écosystème en participant au recyclage des matières organiques, lequel assure la vie dans toute la forêt. La mixité agit également comme régulatrice des incendies, des rongeurs et des maladies.

Reprenant un discours devenu habituel, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs ainsi que les compagnies forestières prétextant qu'une forêt devient mature autour de 80 ou 90 ans justifient sa coupe par le risque de « perdre le bois ». Cette logique extractiviste est également invoquée dans le contexte de la forêt du lac Moïse.

Depuis deux ans, un groupe constitué de Protecteurs et protectrices de la terre et de l'eau de la communauté de Wendake et d'allochtones se rend régulièrement dans la forêt du lac à Moïse pour faire des relevés GPS des coupes et signaler l'étendue de la destruction du territoire. Malgré les moratoires, il faut faire preuve de la plus grande vigilance pour empêcher la destruction du Ya'nienhonhndeh. Seule une présence physique sur ce territoire nous a permis de constater les coupes à blanc et de voir les énormes troncs de bouleaux jaunes centenaires abattus pour le simple profit.

> D'une ampleur inimaginable, les formations de mousses et de lichens laissent présager les traces de vies animales abondantes. Outre sa splendeur et son histoire aux racines profondes, ce lieu est un véritable sanctuaire pour de nombreuses espèces et se présente comme un territoire unique où peuvent s'exercer les pratiques traditionnelles wendat. Affirmer que la destruction effrénée de ces derniers milieux de vie inaltérés est un crime.

Ses tenants utilisent également la présence de la tordeuse des bourgeons de l'épinette, une chenille ravageuse, pour justifier l'abattage de la forêt, soutenant que l'écosystème, déjà décimé par l'épidémie, n'est plus intact. Selon leur logique, il faudrait couper les arbres rapidement pour réduire l'infestation et récupérer le plus de bois possible.

En août 2019, la communauté de Wendake a obtenu un financement du gouvernement fédéral pour poursuivre ses travaux de recherche au cours des quatre prochaines années, réclamant une suspension de toute coupe durant la réalisation de ces études. On désire également vérifier la présence du caribou forestier de Charlevoix, ainsi que la composition de certains lacs encore vierges de coupes forestières.

En s'enfonçant dans le Ya'nienhonhndeh, le long de cours d'eau creusés depuis des millénaires entre les montagnes, on peut encore emprunter des portages entretenus pendant des siècles. Difficile de décrire l'émotion que l'on ressent en constatant sur place l'action immémoriale de ces gardien·ne·s du territoire.

Les protecteurs et protectrices de la terre et de l'eau comptent assurer une présence sur ce territoire pour veiller à ce que le projet de destruction complète de la dernière forêt vierge au sud du 52e parallèle ne soit pas passé sous silence.

Les Atikamekw Nehirowisiwok

Grandeur du Nitaskinan

Cet automne, la Nation atikamekw s'est retrouvée dans la ligne de mire des médias à la suite du martyre de Joyce Echaquan, mère de famille atikamekw, morte sous les insultes racistes à l'hôpital de Joliette. Après cinq siècles de génocide, les grands médias et les politicien·ne·s semblent enfin prendre conscience de l'existence du racisme et de ses conséquences meurtrières. Pendant une semaine ou deux, ils se sont attardés sur la question du racisme envers les autochtones dans le système de santé québécois, en évitant toujours de mentionner les revendications territoriales des Atikamekw. Parmi les journalistes, les commentateurs·trices et les politicien·ne·s, même les plus ouvert·e·s d'esprits, s'assurent de dissocier le racisme systémique de la dépossession territoriale, afin d'éviter de remettre en cause la légitimité de la souveraineté de l'État colonial canadien.

La famille de Joyce Echaquan et les Atikamekw ont eu droit à des excuses nationales ; puis, l'affaire a simplement disparu de l'actualité. Sur le coup, des fonds ont été accordés par la CAQ pour « sensibiliser » les travailleurs de la santé aux cultures autochtones et améliorer les soins de santé dans les réserves. Cependant, il apparait clairement que la CAQ utilise la mort de Joyce Echaquan pour dépolitiser et étouffer la lutte en cours contre la poursuite de la colonisation et du génocide des Premiers Peuples. Le premier ministre Legault, accompagné de plusieurs nationalistes, mène d'ailleurs une guerre contre l'adoption du concept de racisme systémique pour désigner ce cancer qui ronge les institutions et la société québécoises. En effet, les conclusions politiques qu'imposerait le recours à un tel concept sont trop dangereuses pour la bonne poursuite du projet moderne de dépossession.

LE CHANTIER CAPITAINE

Le lundi 24 août 2020, dans la foulée d'une manifestation familiale pour la protection des forêts tenue dans la région de Lanaudière, une trentaine de protecteurs et protectrices des territoires, réuni·e·s au sein du collectif Mobilisation Matawinie, ont occupé le chantier de coupe Capitaine qui débutait dans la forêt ce matin-là. Le nom de ce chantier de foresterie est cyniquement emprunté à celui du lac Capitaine, fortement touché par l'abattage de la forêt et la destruction des ruisseaux qui la traversent. Cette forêt est bordée d'un refuge biologique, d'un îlot de vieillissement et de plusieurs lacs où ont été répertoriées des frayères. Récemment, ces territoires déjà morcelés par la néocolonisation économique ont été découpés par la construction de chemins forestiers, nerf de la guerre dans la course à l'éradication de la forêt boréale. Stopper la construction de chemins forestiers apparait ainsi comme un moyen essentiel pour mettre fin à la déforestation et la destruction des cours d'eau et des milieux humides.

Depuis ce blocage, les familles atikamekw Dubé, gardiennes du territoire dont fait partie le chantier Capitaine, ont obtenu que les coupes soient suspendues pour la saison hivernale 2021. D'autres familles atikamekw, préoccupées par les coupes ayant lieu sur leurs territoires et inspirées par le

déroulement des blocages, réfléchissent à des formes d'organisation. Au printemps prochain, tout laisse présager que les personnes les plus vigilantes d'entre nous entendront des appels à l'aide et au renfort.

ACTION SYMBOLIQUE

Les objectifs de l'action symbolique d'occupation de cette coupe à blanc étaient non seulement de rappeler à l'industrie forestière de la région qu'elle est surveillée, mais aussi de montrer qu'entre les arbres encore debout se profilent les ennemi·e·s de leurs actions destructrices.

Si l'intuition populaire veut que les réserves fauniques soient des aires protégées, rien n'est plus faux en réalité. Les compagnies forestières y mènent un jeu de destruction de manière tout à fait « légale », sans observer aucune règle. Le territoire visé par le plan d'aménagement forestier s'étend sur toute la MRC de la Matawinie, soit un peu plus de 712 000 hectares. Ce projet orchestré par le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs prévoit que plus de 50 % du territoire sera rasé.

LE NITASKINAN

D'une superficie de 472 hectares, le chantier de foresterie bloqué temporairement à la fin d'août par les Protecteurs et protectrices de la forêt est situé dans le Nitaskinan, territoire non cédé de la communauté atikamekw. La Nation Atikamekw Nehirowisiwok, composée de près de 7000 personnes, regroupe les communautés de Manawan, d'Opitciwan et de Wemotaci. Ils et elles occupent depuis des temps immémoriaux le Nitaskinan, territoire non cédé n'ayant fait l'objet d'aucun traité. Le Conseil de la Nation atikamekw négocie depuis plus de 35 ans pour obtenir une entente de principe avec les gouvernements fédéral et provincial.

En 2014, la Nation atikamekw a fait une Déclaration de souveraineté réclamant une autonomie et une autodétermination territoriales.

TERRES PRIORITAIRES

Le Conseil de la Nation atikamekw considère qu'au moins 30 à 40 % du territoire doit être sauvegardé pour la poursuite des activités de la communauté et la conservation de son lien au territoire. Les coupes forestières sont la plus grande source de détresse environnementale, aujourd'hui comme dans le passé. La majeure partie du Nitaskinan se trouve en Mauricie, où seulement 9 % du territoire est protégé.

Comme dans tous les territoires non cédés des Nations autochtones, la colonisation du Nitaskinan se poursuit de manière effrénée, non seulement par la déforestation et l'installation de barrages hydro-électriques et de mines, mais aussi par l'imposition de dispositifs entourant l'industrie du tourisme. Le Nitaskinan compte une dizaine de ZEC (zone d'exploitation contrôlée), 82 pourvoiries, plus de 12 000 chalets ; l'aire faunique du réservoir Gouin ; le parc national de la Mauricie ; la réserve faunique du Saint-Maurice ; sans compter les terrains de camping et les plages aménagés le long de la Saint-Maurice.

> Si rien n'est fait, c'est la superficie de plus de 5000 terrains de football qui sera rasée. Rappelons encore une fois que le nouveau plan forestier de la CAQ inclut des coupes dans les aires protégées et les parcs. Il est impératif de tout faire pour apporter notre soutien à la Nation atikamekw afin de mettre un frein à la destruction du Nitaskinan.

DÉCLARATION DE SOUVERAINETÉ D'ATIKAMEKW NEHIROWISIW

Nous, Atikamekw Nehirowisiw, sommes une Nation à part entière en vertu d'Atikamekw Tiperitamowin, la gouvernance atikamekw.

Nous, Atikamekw Nehirowisiw, maintenons notre souveraineté sur Nitaskinan, territoire ancestral légué par nos ancêtres depuis des temps immémoriaux.

Nitaskinan est notre patrimoine et notre héritage des plus sacrés. Notre Créateur a voulu que nous puissions vivre en harmonie avec Nikawinan Aski, notre Terre-Mère, en nous accordant le droit de l'occuper et le devoir de la protéger.

Nitaskinan a façonné notre mode de vie et notre langue ; c'est ce qui nous distingue des autres Nations.

Atikamekw Nehiromowin, cette langue commune qui nous unit et véhicule toute notre existence, est une expression de notre héritage.

La transmission de notre culture, de nos valeurs et de nos connaissances fondamentales se poursuit depuis la nuit des temps par le biais de notre tradition orale.

C'est ainsi que le patrimoine et l'héritage d'Atikamekw Nehirowisiw se perpétuent. Ce sont des richesses que nous voulons léguer à nos futures générations.

L'application de notre souveraineté se traduit par notre occupation de Nitaskinan, la pratique de nos activités traditionnelles et l'établissement de relations avec les autres Nations tel que véhiculé par nos traditions orales et par les Wampums. Atikamekw Nehirowisiw a su entretenir des relations harmonieuses avec les Nations voisines : les Innus à l'est, les Eeyou au nord, les Abanaki Iriniw, au sud et les Anishnabe à l'ouest.

Atikamekw Nehirowisiw entend maintenir et exercer sa gouvernance territoriale sur l'ensemble de Nitaskinan. Pour ce faire, Atikamekw Nehirowisiw a la volonté de faire de son peuple une instance politique et économique incontournable.

Le consentement d'Atikamekw Nehirowisiw est une exigence pour tous développements, usages et exploitations de ressources situées dans Nitaskinan.

La pérennité des ressources de Nitaskinan devra être assurée et l'occupation traditionnelle d'Atikamekw Nehirowisiw respectée.

La protection de Nitaskinan, la défense de son mode de vie et de ses aspirations animeront en tout temps les actions d'Atikamekw Nehirowisiw
et de ses institutions actuelles et futures.

À cet égard, Atikamekw Nehirowisiw utilisera tous les moyens qu'il jugera appropriés pour la défense de ses droits et de ses intérêts.

Nous ne sommes pas Canadiens, nous ne sommes pas Québécois, nous sommes Atikamekw Nehirowisiw. Atikamekw Nehirowisiw appartient à Nitaskinan.

Nisitomokw, prenez acte, Atikamekw Nehirowisiw, Nitaskinan

Vivre sur les territoires

Entrevue avec Tina Nottaway

Je m'appelle Tina Nottaway. Je suis Algonquine de la Bande de la Nation algonquine du Lac Barrière. Depuis plus de 20 ans, nous vivons sur le territoire dans le parc de La Vérendrye. Nous n'avons ni eau courante ni électricité. Quand j'étais jeune, j'ai grandi dans le bois, pas très loin de ce barrage. J'ai été élevée par ma grand-mère. Pendant toute ma vie, j'ai été en contact avec notre mode de vie traditionnel : comment prendre soin des animaux, comment prendre soin de la terre, comment prendre soin de soi, comment prendre soin de tout — la vie dans son ensemble. Donc, il est très important pour nous de conserver cette manière de vivre et d'avoir ce lien avec notre Terre-Mère. Un de nos problèmes vient du fait que le monde ne comprend pas notre manière de vivre, comment on survit dans cette vie.

Tout le monde ne vit pas dans les métropoles, tout le monde ne vit pas dans les villes, et tout le monde ne vit pas en réserve. Plusieurs d'entre nous vivent toujours sur notre territoire en poursuivant notre mode de vie ancestral. C'est pourquoi on est ici aujourd'hui. On était ici l'an dernier, et depuis trois ou quatre ans, on tente d'exprimer nos inquiétudes au sujet de l'orignal pour que le monde puisse voir, par nos yeux, ce que l'on tente de protéger. Il ne s'agit pas seulement de nous, les Premiers Peuples, mais aussi que tout·e·s puissent continuer à avoir ce qu'on a aujourd'hui.

C'est un sacrifice que certain·e·s d'entre nous doivent faire pour cela se réalise. Ainsi, ma famille s'est engagée à ne pas chasser l'original, mais nous avons quand même de la viande. Certain·e·s d'entre nous partagent, ça se passe comme ça entre nous. C'est ce qu'on tente de faire comprendre au monde. Ce n'est pas contre toi, on n'est pas contre vous. En ce moment, il y a tant de violence, tant de chasseurs en colère. Ce n'est dirigé contre personne, c'est plus vaste que ça.

- COMMENT DIT-ON ORIGNAL EN ANISHINABEG?

Kacabagonégabwec — c'est plus comme si on décrit quelque chose ou quelqu'un. Parce qu'il n'y a pas de mot précis en anglais, donc la manière d'expliquer quelque chose quand on dit Kacabagonégabwec, c'est… comment on dit en anglais... Je ne peux même pas l'expliquer. Tu sais, quand la neige est profonde et qu'on peut se tenir à la surface. Dans notre langue, c'est comme si on décrivait les choses...

Je pense que les orignaux sont conscients. C'est pourquoi les Anciens nous parlent et nous racontent leurs rêves. Ils nous communiquent les messages qui leur sont donnés en rêve. Ils ont accès à ce lien. En tant que nos Anciens, ce sont les choses auxquelles ils sont attentifs et pour lesquelles ils gardent l'œil ouvert. Ils croient aux rêves qui viennent à eux. Ainsi, les orignaux parlent par leurs propres moyens. Ma grand-mère a rapporté qu'une de mes tantes a eu un rêve où elles campaient dans une tente. Un orignal est arrivé en courant et entré dans la tente, cherchant abri et protection, car les orignaux sont trop chassés. Ici, c'est ce que nos kukums *[grand-mères]* nous racontent. Ces rêves nous gardent ensemble et nous permettent de continuer. Quant aux orignaux, ils ne peuvent pas parler, nous devons parler en leur nom.



Ce sont les plus gros animaux que nous avons sur le territoire et ils ont besoin de beaucoup d'espace. Ils ont besoin de forêts, ils ont besoin de montagnes, puisque l'hiver ils vont à la montagne pour mettre bas. Cependant, dans plusieurs endroits où ils vivent, il y a eu des coupes à blanc. L'orignal, l'ours, le loup et le lynx font partie du cycle de la vie : si l'on nuit à l'un d'eux, le prochain va aussi décliner. Tout est en lien.

Il faut un équilibre. Je parle toujours d'équilibre, car cela fait partie de la voie des Anishinabeg — nous devons trouver un équilibre dans nos actions. Selon moi, c'est la principale raison pour laquelle nous voulons un moratoire sur la chasse à l'orignal. Il y a bien sûr plusieurs autres enjeux auxquels doivent faire face d'autres personnes, comme la coupe de la forêt dans certaines communautés, la destruction des sources d'eau et l'exploitation minière. Ce sont des choses qui devraient concerner tout le monde. Cela se produit dans chaque communauté et sur chaque territoire. Cela se produit partout dans le monde. Cela doit être stoppé. Point à la ligne.

Privilèges et droits ancestraux

Entrevue avec Chuck Ratt

Écoutez-les la nuit, le matin — ils parlent. On sait quand l'orignal a mal. On sait quand l'orignal souffre. On sait quand l'orignal a besoin d'aide.

Tous les chasseurs tiennent le même argument : ils ont le droit de chasser ; le droit de venir à La Vérendrye et de prendre un orignal. Mais nous voyons la chose autrement, nous considérons que c'est un privilège. Pour nous qui vivons ici, en territoire occupé, c'est un mode de vie qui apporte une subsistance à nos familles selon ce que nous appelons nos droits inhérents. Ces droits inhérents nous permettent de prendre des orignaux pour nourrir nos familles et de partager avec ceux dans le besoin.

Les chasseurs ignorent la différence entre droit inhérent et privilège. Le privilège leur est accordé par une loi conçue par des « hommes ». Quand nous parlons de notre loi, nous parlons d'une loi naturelle d'où proviennent nos droits inhérents. Notre constitution est portée par une espèce de poisson. *[Chez les Anishinabeg, les os de poissons comme l'esturgeon donnent des renseignements selon leur disposition].* La loi des « hommes » est écrite sur un bout de papier et peut changer selon la volonté des gens et des politiciens. Ils tirent leurs privilèges de décrets.

Ainsi, quand ils arrivent au parc de La Vérendrye, ils ne comprennent pas qu'ils doivent payer pour ce privilège. En réalité, ce n'est pas un droit. Les gouvernements canadiens et québécois ont trompé leur peuple en leur faisant croire qu'ils avaient le droit de se rendre ici pour la chasse. Pour nous, ce privilège peut être révoqué. C'est ce que nous demandons, et nous prenons l'initiative de révoquer ce privilège que la SÉPAQ a accordé aux chasseurs.

Le ravage de la source de notre alimentation, non seulement entrave notre mode de vie, mais cela prend aussi la forme d'un génocide culturel, car notre subsistance constitue notre identité. Depuis longtemps, l'orignal est un animal sacré pour notre peuple. Il nous procure des vêtements. Il nous procure des outils. Il nous a procuré de la nourriture et aussi des médicaments. Ce que l'orignal nous apporte échappe aux non-autochtones et aux chasseurs sportifs. À l'inverse, nous témoignons d'un respect envers l'orignal. Nous comprenons par la tente tremblante comment l'orignal veut que nous disposions de son corps après que son esprit l'a quitté et qu'il nous a offert de la viande pour nous nourrir. Il nous indique comment on doit partager la viande entre nous, entre les familles. Il nous indique également comment utiliser toutes les parties de son corps et ses organes, tout en mettant de côté ce qui reste.

Plusieurs d'entre nous observent cette pratique et cet enseignement. L'orignal est très important pour notre peuple et sa disparition serait une grande perte, non seulement pour nous, mais également pour les non-autochtones. Autrefois, on trouvait l'orignal en abondance partout au Canada, et lorsque de nouvelles personnes sont arrivées ici, leur transmettre la connaissance des orignaux a été une manière de les aider. Désormais, les orignaux ne se retrouvent que dans des zones restreintes, dans les parcs et les territoires réservés pour la conservation. Les non-autochtones ne considèrent plus l'orignal comme une

source de nourriture essentielle. Il est vu comme une proie, un trophée. Quand les chasseurs tuent un orignal, ils circulent pendant des jours avec sa tête sur leur camion jusqu'à ce qu'elle pourrisse. Alors, ils détachent le panache et jettent le reste sans savoir qu'en fait, ils se débarrassent de nourriture.

Les orignaux sont très intelligents. Plusieurs les voient comme de grosses bêtes malhabiles. Ne vous laissez pas tromper : les orignaux sont gracieux, ils sont vifs et silencieux comme des souris quand ils marchent dans la forêt. Ils peuvent vous surprendre sans que vous vous en rendiez compte en sachant exactement où vous vous trouvez. Ils vous entendent de loin. L'orignal connaît le moment et le lieu où il est en sureté. Nos grands-mères nous l'ont toujours dit : lorsqu'on vit dans le bois, les animaux se rapprochent sachant que les prédateurs se tiendront loin. L'orignal agit ainsi par rapport aux loups et aux ours. Si tu es là, ils vont se rapprocher. L'orignal va demeurer près de toi, peu importe où se trouve ton camp.

C'était comme ça autrefois, quand il y avait beaucoup d'orignaux. Ils étaient partout. Les orignaux sont conscients de ce qui se passe. Tous les animaux sont conscients de ce qui arrive et parfois, ils ont plus de sensibilité que les humains. Ils sentent le danger, la température, le lieu pour mettre bas en sureté, ils sont à tout moment conscients de ce qui les entoure.

C'est ainsi qu'ils ont survécu pendant des centaines et des centaines d'années. Ils savent quand migrer vers d'autres endroits pour trouver de la nourriture pendant l'hiver. Cependant, cela devient difficile pour eux avec les coupes à blanc et l'activité forestière. Ici, la vie des orignaux est devenue très difficile, car ils doivent changer leurs habitudes, la manière dont ils se déplacent d'une saison à l'autre. Dans un sens, ils évoluent dans le contexte d'une situation très négative qui se résume à la destruction produite par l'homme. C'est la raison pour laquelle nous avons instauré un moratoire.

L'orignal apparaît dans les rêves de notre peuple. Il sait où aller. Il sait où son esprit voyage, il sait qui peut l'aider. Il sait aussi qui ne veut pas l'aider. Il est très intelligent. Les appels qu'ils font à l'automne, nous disons que ce sont des appels à l'amour, mais cela a un sens plus large pour l'orignal.

Depuis plusieurs années, je fais des appels à l'orignal, et cela est presque un langage. Oui, je dirais que c'est un langage, mais un langage d'orignal. Ils ont différents tons, différents sons pour différentes significations. On comprend ça. Je comprends ça quand je vais chasser l'orignal. C'est quelque chose de très particulier. Je suis très fier de pouvoir comprendre leurs appels comme me l'ont enseigné mes ancêtres, mes grands-parents et mon père. Vos grands-parents, vos grands-pères peuvent-ils vous en montrer autant ?

Cependant, c'est l'orignal qui pourra vous donner encore plus d'enseignement, si vous prenez la peine de l'écouter sans lui faire de mal. Écoutez-le la nuit, le matin : il parle. On sait quand l'orignal a mal. On sait quand l'orignal souffre. On sait quand l'orignal a besoin d'aide. C'est un savoir que notre peuple possède et les orignaux ont une manière de nous le démontrer ; et notre peuple a les moyens et les connaissances pour reconnaitre les signes des orignaux sans les perturber.

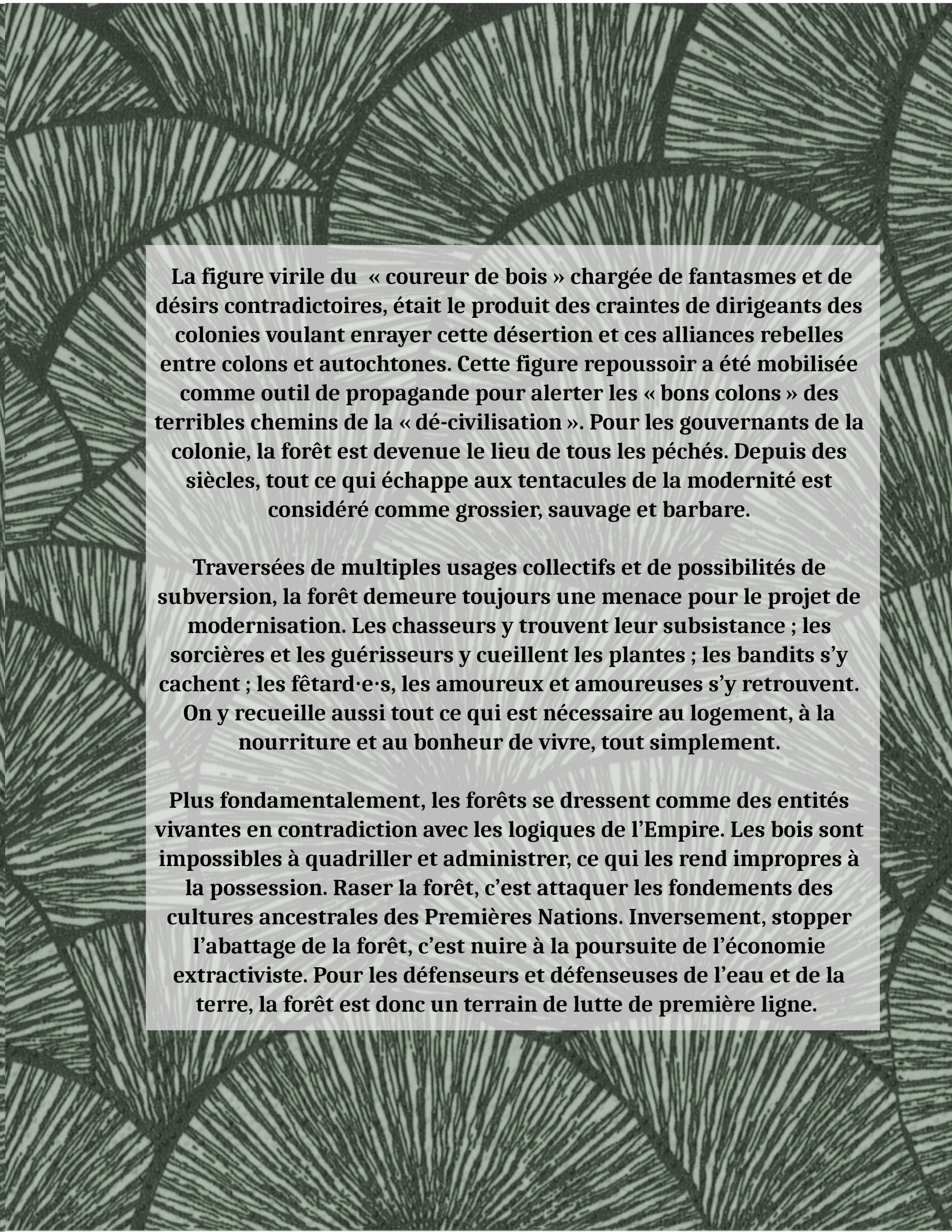
Nous comprenons l'orignal. La science moderne ne comprend pas la bête. Ils ne comprennent que les formules. Ils ne comprennent que les statistiques. Notre peuple agit selon des faits et ce que nous appelons la science traditionnelle. Plusieurs appellent cela un savoir traditionnel, mais c'est en fait une science qui a été prouvée. Tout est factuel.



La forêt demeure une menace pour le projet de modernisation et représente toujours un frein à l'asservissement des communautés autochtones. Pour les Premières Nations, les forêts ne sont pas seulement des lieux dont elles tirent une subsistance : ce sont des mondes où foisonnent une multitude de formes de vie et que traversent une infinité de logiques territoriales et de souverainetés.

Dès le 16e siècle, les empires français et anglais, portés par leurs projets de colonies de peuplement, incitent leurs colons à défricher la terre. On coupe les arbres et on détruit la végétation pour cultiver le sol selon l'usage européen. Avant l'avènement du capitalisme, les forêts d'Europe étaient souvent d'usage commun. Ainsi, à leur arrivée, les dirigeants des colonies ne voulaient sous aucun prétexte laisser ce sacrilège se reproduire en « Amérique ». Dès lors que les bois n'étaient alors la propriété de personne, il fallait à tout prix imposer une logique de possession. L'Empire ne tolérerait en terre conquise ni l'usage commun des paysan·ne·s ni le refus de la propriété des Premiers Peuples.

Les élites coloniales étaient d'ailleurs particulièrement contrariées lorsque les colons refusaient le rôle de défricheur en désertant en forêt, parfois pour s'allier aux communautés autochtones ou pour former de nouvelles communautés qui échapperaient au contrôle colonial.



La figure virile du « coureur de bois » chargée de fantasmes et de désirs contradictoires, était le produit des craintes de dirigeants des colonies voulant enrayer cette désertion et ces alliances rebelles entre colons et autochtones. Cette figure repoussoir a été mobilisée comme outil de propagande pour alerter les « bons colons » des terribles chemins de la « dé-civilisation ». Pour les gouvernants de la colonie, la forêt est devenue le lieu de tous les péchés. Depuis des siècles, tout ce qui échappe aux tentacules de la modernité est considéré comme grossier, sauvage et barbare.

Traversées de multiples usages collectifs et de possibilités de subversion, la forêt demeure toujours une menace pour le projet de modernisation. Les chasseurs y trouvent leur subsistance ; les sorcières et les guérisseurs y cueillent les plantes ; les bandits s'y cachent ; les fêtard·e·s, les amoureux et amoureuses s'y retrouvent. On y recueille aussi tout ce qui est nécessaire au logement, à la nourriture et au bonheur de vivre, tout simplement.

Plus fondamentalement, les forêts se dressent comme des entités vivantes en contradiction avec les logiques de l'Empire. Les bois sont impossibles à quadriller et administrer, ce qui les rend impropres à la possession. Raser la forêt, c'est attaquer les fondements des cultures ancestrales des Premières Nations. Inversement, stopper l'abattage de la forêt, c'est nuire à la poursuite de l'économie extractiviste. Pour les défenseurs et défenseuses de l'eau et de la terre, la forêt est donc un terrain de lutte de première ligne.

Chasse à la chasse

Récente mise en acte de la souveraineté anishinabeg

À l'automne 2019, au début de la période de chasse sportive à l'orignal, quelques familles anishinabeg du Lac Barrière et de Kitigan Zibi s'étaient installées à l'entrée des routes qui mènent aux zones de chasse à l'orignal. À l'époque, elles avaient décidé de signifier de manière symbolique leur désaccord en incitant les chasseurs à rebrousser chemin sans pour autant leur barrer la route. Cet automne, devant l'inaction des différentes instances gouvernementales, les grands-mères anishinabeg ont décidé que les routes donnant accès aux territoires de chasse devaient être bloquées. Certaines d'entre elles avaient vu en rêve des orignaux paniqués demandant de l'aide. Il n'a fallu que peu de temps pour que leurs enfants et leurs petits-enfants roulent à toute vitesse dans les forêts de leur jeunesse pour débusquer et expulser les chasseurs « sportifs », élus au hasard par le gouvernement pour faire mauvais usage de la forêt anishinabeg.

Suivant la décision des grand-mères, un premier camp a été monté, suivi d'un second. Le mouvement est vite devenu viral, surtout chez les jeunes Anishinabeg, qui ont déferlé sur la route 117 pour monter jusqu'à huit camps. Des membres des communautés de Lac Barrière, de Kitigan Zibi, de Kitcisakik et de Lac-Simon ont participé à cet effort : malgré la violence génocidaire qui continue de s'abattre sur les communautés algonquines, elles ont trouvé la force de s'unir pour former une ceinture de protection.

Dans ce mouvement de protection de l'orignal, la souveraineté anishinabeg a repris ses quartiers sur son propre territoire, sans égard aux divisions superposées qu'imposent arbitrairement la Réserve faunique de La Vérendrye (gérée par la SÉPAQ), les ZEC et les pourvoiries, alors qu'il n'y a toujours eu là qu'une immense forêt anishinabeg parsemée d'une infinité de lacs. Dans la portion de la réserve faunique, à mi-chemin entre Montréal et l'Abitibi, on peut constater l'immensité du territoire anishinabeg du bassin versant de la rivière des Outaouais. Du nord au sud, ce territoire s'étend sur près de 300 kilomètres, de Val-d'Or, capitale des minières abitibiennes, défrichées il n'y a même pas un siècle, jusqu'à Mont-Laurier, la limite nordique des Laurentides colonisées sous la tutelle de l'église catholique. Des deux côtés de la route 117, l'hinterland anishinabeg atteint le Témiscamingue, 300 kilomètres à l'ouest, tandis qu'il se départage graduellement avec le Nitaskinan atikamekw sur une distance encore plus grande vers l'ouest jusqu'au Saguenay.

LORSQUE L'ENVIRONEMENTALISME DÉTRUIT L'ÉCOLOGIE

Autour du feu, des aînés expliquent en détail les causes récentes de la baisse de la population d'orignaux. Il y a une trentaine d'années, pour assurer leur financement, différents groupes environnementalistes (notamment Greenpeace) avaient mené de grandes campagnes pour interdire la vente de fourrures issues de la trappe. Plus qu'un enjeu réel de protection des écosystèmes, la guerre aux fourrures cherchait surtout à provoquer l'indignation des allochtones afin d'assurer à ces organisations un flot constant de nouveaux membres et de dons. Plus ces groupes accumulaient de victoires légales contre la trappe, plus la chasse, la pêche et la trappe étaient interprétées comme des activités « sportives », et non comme des usages permettant de vivre sur le territoire.

Lorsque le parc de La Vérendrye est devenu une réserve faunique en 1979, la trappe commerciale y a été interdite. Comme résultat, le nombre de castors y a augmenté — et avec eux, celui de leurs prédateurs : loups, lynx et coyotes. Cette recrudescence d'espèces carnivores a exercé une pression sur les faons (les orignaux juvéniles), dont plusieurs étaient tués à un jeune âge, provoquant à long terme une baisse importante de la population d'originaux.

contre des femmes anishinabeg par la Sûreté du Québec (SQ) de Val-d'Or. Après une première semaine de blocage, les agents de la SÉPAQ ont fini par sortir leurs chiens pour menacer les Anishinabeg, tout en orchestrant le transport d'armes pour les chasseurs qui ont été autorisés à traverser les barrages sous prétexte qu'ils allaient rénover leurs chalets.

Si la SÉPAQ, organisation provinciale qui gère les réserves fauniques, fait mine de s'intéresser au développement durable, c'est toujours pour faire durer l'exploitation de terres volées. Mines, coupes à blanc, barrages hydroélectriques, sont considérés au même titre que les orignaux désignés comme « ressource naturelle » gratuite et renouvelables, à « récolter » chaque année.

Ironie du sort pour les chantres de la « nature sauvage », incapables de concevoir que les humains — même en tant que prédateurs — sont aussi partie prenante de l'équilibre d'un écosystème. Pour protéger son extractivisme « vert » contre les barrages autochtones, la SÉPAQ doit parfois laisser tomber son masque de parc naturel et de camping familial. Un agent de la SÉPAQ qui aidait les chasseurs à contourner les barrages en traçant de nouveaux chemins pour les camions et les VUS des chasseurs s'est caché dans les buissons dans le but de filmer des autochtones abattant des arbres pour dresser des barrages. Au passage, l'agent a capté des images d'une fillette anishinabeg de cinq ans en train d'uriner.

La nouvelle du scandale s'est répandue dans les communautés anishinabeg, ravivant les souvenirs de sévices sexuels commis par les prêtres sur les autochtones de la région, sans oublier les meurtres et violences sexuelles perpétrées jusque récemment

Après quelques semaines à menacer de renverser les Anishinabeg avec leurs pick-up pour accéder à leurs proies, les chasseurs blancs ont organisé leur propre manifestation, le 18 septembre 2020, au nom du « droit à la chasse ». Alors que des centaines de personnes étaient attendues, seule une dizaine de chasseurs ont bloqué la route 117 que les Anishinabeg n'auraient pas osé obstruer étant donné la répression féroce que ce geste leur avait value en 2008, quand la SQ avait arrosé au gaz leurs familles.

L'un des anti-bloqueurs expliquait ainsi sa volonté de tuer des proies : « C'est eux, les Indiens, qui nous ont donné la tradition de la chasse, c'est à cause d'eux qu'on fait ça maintenant ! » Dans les jours suivants, avec défiance et amertume, certains chasseurs ayant contourné les barricades ont lancé des pattes d'originaux sur les autochtones depuis la fenêtre de leur camion. Ces chasseurs sportifs bénéficiaient d'appuis en haut lieu : le gouvernement

et ses relais médiatiques n'ont jamais cessé de marteler le « droit fondamental de tous les Québécois d'aller à la chasse ». Pour l'État, la baisse de 30 % d'émission de permis de chasse était une concession suffisante. C'était désormais au tour des Algonquins de « faire leur part ». Le ministre de la Forêt, de la Faune et des Parcs, Pierre Dufour, est allé jusqu'à rappeler aux « Amérindiens » qu'on « est en 2020 » et qu'il faut agir « de manière civilisée » et non pas « comme il y a 200 ans ».

La protection des orignaux sur le territoire anishinabeg implique un refus de ce chantage au progrès par l'affirmation d'une souveraineté ancestrale dans un mouvement où le passé vient libérer l'avenir. Afin d'empêcher que les chasseurs sportifs fassent disparaitre cette souveraineté à petit feu, les défenseurs des orignaux patrouillent les limites de leurs territoires familiaux pour débusquer les braconniers, même à plusieurs heures de leurs communautés, sur les routes en terre. On dit que les castors, alliés de la lutte, y font parfois tomber des arbres, tandis que les ours et les loups creusent des tranchées autour des postes de la SÉPAQ, les forçant à faire des détours de plusieurs heures.

CHASSE À LA CHASSE

Les Anishinabeg qui vivent dans le parc de La Vérendrye ne voient pas seulement l'orignal comme une source de subsistance, mais comme une entité animée d'une pleine conscience. Le mot anishinabeg pour « orignal », kacabagonégabwec (le plus long mot de la langue algonquienne du lac Barrière), le décrit comme un animal fort et majestueux dont le comportement est propre à nous enseigner comment vivre, en nous indiquant par exemple où se trouvent certaines plantes médicinales. Ce sont les orignaux qui ont montré aux Anishinabeg comment utiliser le sapin baumier pour désinfecter leurs plaies, ou encore l'épinette noire pour accompagner les grossesses. Autant les Anishinabeg ont toujours su que leur existence sur le territoire dépend des autres espèces vivantes, autant les colons ont toujours su que l'assimilation passe largement par l'éradication des espèces animales alliées des Premiers Peuples.

Au 17e siècle, des Anishinabeg déploraient déjà l'avidité des premiers Européens pour les fourrures. Ils rapportent que cette rapacité avait provoqué une « guerre » entre eux et le Peuple des castors ; ce peuple animal formant une nation à part entière, tenant des conseils en son sein et entretenant des relations diplomatiques avec les autres animaux humains et non humains. Autrefois, la réciprocité avec les animaux était une nécessité impérieuse et quotidienne dont dépendait la surabondance sur l'île de la Tortue. La survie de l'animal humain était alors marquée davantage par la précarité que par sa suprématie actuelle. Cette vision du monde entretenue de manière concrète est rendue possible par une vie où la chasse, plus qu'un simple mode de subsistance, est l'enjeu suprême. Cette vision pratique et symbolique du monde — qu'on appelle le point de vue cynégétique — par rapport à la chasse demeure vivante sur toute la planète autochtone de l'Amazonie jusqu'en Inde, même si elle est partout victime de génocide. Pendant ce temps, une véritable guerre, celle de la modernité, est faite aux animaux sauvages, dont la moitié aurait disparu au cours des cinquante dernières années.

Le mode de vie traditionnel des Anishinabeg du bassin versant de la rivière des Outaouais est fondé sur des rapports qui se déploient autour de la chasse de subsistance. Pour les chasseurs et chasseuses anishinabeg, de bons rapports avec les animaux, souvent personnels, sont nécessaires à la perpétuation des bêtes sauvages. Les Anishinabeg connaissent les familles d'animaux, leurs repères, leurs penchants et leurs habitudes. En retour, les animaux traitent les humains d'égal à égal et leur permettent de prélever

une partie d'entre eux, sachant que cela rend possible leur perpétuation. Les animaux parlent aux Anishinabeg le plus souvent par l'intermédiaire des rêves, qui ont pratiquement force de loi. Viveiros de Castro a montré comment, en Amazonie, la pensée qu'il nomme « cynégétique » distribue la culture à tous les êtres vivants qui agissent entre eux comme nous, humains, agissons entre nous ; seule leur apparence — la nature de leur corps — diffère. Par-delà ces différences, il est possible de tenir des dialogues et des assemblées. Lorsque ces rapports se délitent, des pourparlers sont alors nécessaires afin de rétablir le dialogue. Il ne faut cependant pas se leurrer : les rapports propres à la chasse sont a priori hostiles. Toujours selon de Castro, comme ces rapports se situent du point de vue de l'ennemi, ils exigent d'autant plus de tenir conseil ; ils appellent à la diplomatie.

Néanmoins, lorsque ce point de vue cynégétique s'applique à lui-même, comme lorsque les guerriers anishinabeg chassent les chasseurs de la forêt — cette fois avec pour seule arme un pick-up et leur flair pour repérer les traces des braconniers (dont certains arrivent en hydravion) —, une boucle, en quelque sorte, se referme. Il y a remise en œuvre d'une vieille alliance entre ce peuple et les peuples animaliers, plus ancienne que la guerre que les colons leur ont déclarée à tous. Alors se ravive cette ancienne alliance entre les Anishinabeg et les orignaux, ces bisons du Nord-Est, dont toute partie doit être honorée et qui leur procurent viande, peaux et tendons pour leur nourriture et pour la fabrication de nombreuses fournitures. Une mère du clan du loup disait que si l'original venait à disparaître, le clan se retrouverait « seul dans la forêt ». Mais on comprend aussi pourquoi le mouvement ne pouvait être que victorieux, car les Anishinabeg sont excellents chasseurs.



Autant la souveraineté ancestrale des Anishinabeg se réalise autour de feux allumés aux ronds-points où ils et elles se réunissent autour d'une mission commune, autant leurs revendications trouvent un aboutissement. Du seul fait qu'un nombre fortement inférieur d'orignaux auront été tués cette année, la demande d'un moratoire — refusée par le gouvernement — est mise en acte par le blocage. En cela, on peut déjà déclarer le mouvement vainqueur. Sur les barricades, personne ne croit à une quelconque bonne foi de la part des dirigeants. Le moratoire de cinq ans sera appliqué, sans égard au gouvernement. Et le territoire qui réémergera après le blocage sera plein de vie. Des faons auront survécu pour devenir des adultes qui, à leur tour, mettront au monde des petits orignaux.

Les Anishinabeg du lac Barrière se disent aussi « peuple de l'eau ». Qu'en sera-t-il lorsque ce sera l'eau que l'on convoitera en métropole ? Déjà, on peut anticiper que les grandes villes voudront accaparer l'eau potable sur ces vastes territoires préservés par un mode de vie traditionnel, malgré les mines et les coupes à blanc. Que se passera-t-il quand les colons se presseront aux portes d'un des seuls endroits encore viables du Québec, justement du fait de la durabilité de ce mode de vie traditionnel ? Notre rôle en prévision de ce moment-là commence ici et maintenant. La forêt nous enseigne ce qu'il faut faire pour la défendre ; à nous de l'entendre.

LE SEPTIÈME FEU

L'écrivaine anishinabeg Leanne Betasamosake Simpson rapporte qu'il y a plusieurs siècles, lorsque le monde était encore florissant, sept prophètes sont venus annoncer aux Anishinabeg ce que leur réservaient les siècles à venir. Dans ce qu'on a appelé La Prophétie du septième feu, chaque feu correspond à une période historique. Dans un premier temps, les prophètes ont mis en garde les habitant·e·s de l'île de la Tortue pour qu'ils et elles se méfient de la violence des hommes qui viendraient d'autres continents. Si cette prophétie annonçait avec précision les horreurs et les violences que la modernité allait faire subir aux Premiers Peuples, elle signalait aussi que l'effondrement du monde colonial était inévitable. Le septième feu était compris comme celui de la renaissance. Orientée par les principes autochtones de paix, de justice et de droiture que porte le mino bimaadiziwin (le « bien-vivre » anishinabeg), cette résurgence est appelée à transfigurer le monde colonial.

> S'il nous faut être à la hauteur du rôle que nous attribuent de telles prophéties, les apprentissages qu'elles supposent se situent sur un autre plan que « la compréhension des réalités autochtones » prônée par le discours libéral. Ils nous obligent à réviser de fond en comble nos manières de vivre. Ce serait une illusion confinant à l'impuissance de penser que nous ne saurions être et paraître autrement que comme des colons illégitimes, indépendamment du « comment » nous entendons habiter ce qu'il reste du monde.

La fragmentation en cours du territoire « canadien » en une pluralité de souverainetés ancestrales disqualifie précisément l'homogénéité d'un tel interdit. Tout un chacun est libre de fragmenter la nation depuis son propre point-de-vie — ne serait-ce qu'en défendant un petit boisé près de chez soi —, et, à partir de ces fragments de mondes souhaitables, de se lier aux autres de manière à faire monde commun.

Qu'est-ce qui se joue vraiment au terrain vague ?

Le boisé Steinberg contre la locomotive de l'économie

On sait qu'une métropole comme Montréal se déploie au rythme de la circulation des capitaux. Des condos poussent où des usines ont disparu ; des quartiers deviennent la niche d'artistes collés au pouvoir, et l'industrie du spectacle absorbe des places publiques. À chaque nouveau projet annoncé par la Ville de Montréal, on sait déjà comment ça va finir : béton, *cash* et spectacle. Pourtant, Montréal abrite encore des interstices, des failles où les urbanistes des mégaprojets, les requins de la finance et leur police n'ont pas encore leur mot à dire. C'est le cas du Terrain vague, situé dans l'est du quartier Hochelaga et baptisé ainsi par ceux et celles qui en font libre usage. Contre toute logique d'appropriation privée, cet espace vacant est habité par toutes sortes d'expressions de vie : des jeunes s'amusent, des familles pique-niquent, des sportifs courent, des jardins sauvages poussent, et des fêtes s'y déroulent toutes les nuits. Une faune et une flore rares s'y déploient en dehors des « plans verts » de la métropole.

Ce territoire, dont une partie, située dans l'est d'Hochelaga, est coincée entre la zone résidentielle et industrielle – aussi appelée « Boisé Steinberg » –, est promis à un avenir sombre : accueillir l'un des pôles de la « logistique du capital ». En effet, la Ville et ses alliés traditionnels, le Port de Montréal, le Canadien National (CN) et la Chambre de commerce prévoient y bâtir leur Cité de la Logistique qu'ils ont rebaptisée, il y a peu, « Écoparc industriel » (dans le but de l'affubler d'une esthétique « verte »). Au cours des dernières années, malgré les obstacles d'ordre écologique et règlementaire qui auraient dû ralentir l'avancée des travaux, toute la zone sud a été dévastée par l'entreprise de construction Ray-Mont Logistics. Le gouvernement a même bricolé quelques lois pour suspendre les entraves légales qui auraient pu freiner cette destruction.

En gros, le projet consiste à étendre le port de Montréal afin de permettre l'accélération du flux de marchandises. Plus précisément, le 23 septembre dernier, la CAQ a déposé le projet de loi 66, qui vise la relance de l'économie québécoise par l'accélération des projets d'infrastructures. « L'amélioration de l'accès au port par le prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption dans l'arrondissement Hochelaga-Mercier-Maisonneuve » figure en tête de liste des priorités infrastructurelles sur l'île de Montréal. Parmi les chantiers en préparation : l'ajout d'une bretelle à l'autoroute 25 et la construction d'un nouveau poste d'Hydro-Québec.

En réaction aux contestations récentes, beaucoup ont cru que ce qui se passait au boisé Steinberg n'était qu'une simple critique de la vision des plans d'aménagement de la Ville et de ses parcs, opposant des investisseurs et des entrepreneurs raisonnables à



quelques citoyen·n·es mécontent·e·s, les chialeux habituels. En réalité, ce qui se joue au Terrain vague est d'une tout autre ampleur. Le projet d'agrandissement du port s'inscrit dans la « Stratégie maritime du Saint-Laurent » établie par les gouvernements fédéral, provincial et municipal. Un nouveau projet de colonisation et de modernisation des territoires, en droite ligne avec le fameux Plan Nord annoncé il y a quelques années par le gouvernement Charest. Le but est d'agrandir les ports et de creuser le fleuve pour y faire passer des bateaux à encore plus gros tonnage, ce qui vise à accélérer l'extraction de minéraux du Nord.

La nouvelle mouture du Plan Nord pour 2020-2023 s'annonce sous l'ignoble titre « Habiter notre Nord ». Pour ce faire, le gouvernement s'engage à investir un milliard de dollars sur trois ans dans les infrastructures routières et logistiques. Cela représente 76 % du budget du Plan Nord avec 18 % qui sera consacrés au peuplement du territoire. Comble de l'ironie, le Plan Nord vise à réserver 30 % du territoire nordique pour « la protection de l'environnement, la sauvegarde de la biodiversité », mais surtout pour « la mise en valeur de divers types de développement ». La réelle menace qui pèse sur le Nord, c'est bien entendu son ouverture à l'extraction orchestrée par le gouvernement lui-même. Il s'agit de défigurer 70 % du territoire, d'acheminer ses ressources vers le Sud pour enrichir les actionnaires des multinationales, d'inciter des travailleurs de l'industrie à s'y installer de manière permanente et de réserver de larges portions de territoire sous prétexte de leur protection pour, en réalité, en accélérer l'exploitation.

La région appelée de manière extrêmement réductrice « le Nord » est en fait constituée des territoires ancestraux habités par les populations autochtones depuis des millénaires : l'Inuit Nunangat, l'Eeyou Etschee, le Nitassinan, le Nitakinan et le Nitaskinan. Pour le gouvernement du Québec, ces territoires sont toujours considérés comme une zone nordique indistincte dans un projet jamais achevé visant à créer, selon l'expression de Louis Émond Hamelin, un « Québec total ». Bien évidemment, ce ne sont pas des corridors épousant naturellement le territoire qui amènent les Blancs au Nord. Ce sont des routes, qui annoncent avec elles la venue des coupes massives dans les forêts, puis la défiguration des territoires creusés de mines. C'est l'ensemble des dispositifs que le gouvernement et les entreprises mettent en œuvre avec un développement du « Nord » qui intègre celui-ci en tant que périphérie, en tant que réservoir de ressources. Un processus renouvelé depuis des décennies, voire des siècles, qui place ces territoires dans une position de dépendance envers les centres métropolitains du Sud.

Au mépris de toutes considérations relatives aux souverainetés autochtones ou aux changements climatiques, l'objectif est d'aller encore plus vite et de faire encore plus grand. Au cœur de la Stratégie maritime, qui vise à accroître les capacités des ports du Saint-Laurent, le Terrain vague est destiné à être transformé en point d'ancrage de cette « nouvelle » économie de la mort. Pendant qu'ailleurs, des luttes sont menées contre l'extractivisme, la métropole aménage son espace pour accélérer le transport et la financiarisation des ressources. Comme si, à l'approche de la fin du monde, certains voulaient accélérer sa venue.

Loin de ce tapage, le Terrain vague est porté par une douce magie dont les habitant·e·s du coin partagent les secrets. Les usages y sont féconds et multiples. Avec le temps, ce petit territoire est devenu un lieu de vie, un espace pour fuir le bruit, faire un feu, fêter, laisser courir son chien plus loin que le bout de sa laisse, ou tout simplement se retrouver à l'abri de la frénésie de la ville. Il est rare de trouver sur la plateforme de béton qu'on nomme parfois « Montréal » un espace qui se laisse encore aller à lui-même, un endroit vivant qui résiste à la destruction, un lieu magique où l'on peut encore s'entendre en chuchotant. L'on comprend facilement le sens des actions qui s'y sont multipliées cet automne : plantation d'arbres, construction de cabanes, rassemblements de contestation, affichage de bannières, atelier de céramique, d'identification d'espèces animales et végétales... et même un blocage des travaux par un matin ensoleillé. Cependant, malgré la pluralité et la force des contestations des derniers mois, l'espace est chaque jour plus menacé. Étant donné son importance stratégique dans la planification économique néocoloniale des prochaines années, il faudra en faire beaucoup plus pour réellement défendre ce lieu.

En 2012, en pleine crise révolutionnaire déclenchée par le mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité, plusieurs émeutes ont éclaté à Montréal et dans d'autres villes et villages contre l'annonce du Plan Nord de Jean Charest. À l'époque, le Plan Nord avait été reconnu pour ce qu'il était, c'est-à-dire comme une nouvelle poussée extractiviste démesurée par l'État québécois. À la même période, la brigade antiémeute de la Sureté du Québec intervenait brutalement pour démanteler le barrage de la route 138 en territoire innu. Opposés à un chantier de câbles de transport d'électricité, les protecteurs et protectrices territoriaux innu·e·s avaient encore une fois été brutalisé·e·s par la police coloniale. À ce moment-là, contre une nouvelle avancée de modernisation et de colonisation des territoires, des voix s'élevaient de partout, aussitôt réprimées. Mais à l'époque, aucune alliance n'avait pu être créée. Même si quelques un·e·s avaient pu souligner une correspondance entre ces contestations, personne n'était parvenu à unir les forces ou canaliser la puissance qui émanait de ces irruptions de colère. Le Terrain vague d'Hochelaga offre la possibilité d'une deuxième chance, mais celle-ci impose une sagesse des alliances.

Au loin une cloche sonne
C'est un rappel
Un rappel historique
Celui d'une alliance improbable
entre allochtones et autochtones
contre la modernisation
contre la colonisation
et la destruction qu'elles portent
Le Terrain vague n'est à personne
L'île de la Tortue non plus

Suspendre la destruction des forêts

Pistes pour une révolution décoloniale

Pour beaucoup d'entre nous, le monde semble impossible à ressaisir. La destruction de la vie apparaît comme un train fonçant à toute allure vers le néant, tiré par la locomotive infernale de la modernité. Même les formes dominantes de contestation semblent périmées et incapables, ne serait-ce que pour un instant, de suspendre la progression de la catastrophe. En 2017, dans le premier numéro du journal des Comités de défense et de décolonisation des territoires, nous avions proposé un plan d'action : enquêter, construire l'autonomie et bloquer les flux. Cette formule s'avère aujourd'hui toujours aussi pertinente. Nous l'avons d'ailleurs appliquée à plusieurs situations au cours des dernières années.

En effet, avant de bloquer un projet, il faut tout d'abord enquêter, définir les intérêts politiques et financiers se cachant derrière la façade croulante du progrès économique. Il faut repérer les points d'entrée et de sortie des lieux ou des situations ; apprendre à reconnaitre les ami·e·s et les ennemi·e·s ; trouver une manière de se lier aux personnes qui habitent un territoire et qui luttent pour le défendre ; comprendre et partager ce qu'elles aiment, et haïr avec elles ce qui les menace. En même temps, il faut aussi construire l'autonomie. C'est-à-dire réunir les forces pour combattre le saccage des territoires, faire grandir les mondes que nous sommes. Rendre plus puissant le parti de la vie qui s'oppose à l'économie de la mort. Cette idée doit être comprise de manière stratégique autant au niveau des relations que des infrastructures. Cependant, afin de stopper définitivement la progression de la catastrophe et de saper irrémédiablement la souveraineté coloniale et son infrastructure extractiviste, il nous faut pousser plus loin notre réflexion politique. Le sous-titre d'un article du premier numéro de notre journal empruntait l'expression zapatiste : « Avancer en questionnant ». Il était alors clair pour nous que la mise en place de nouvelles propositions exigerait du temps.

Chez les communautés autochtones zapatistes du « Mexique », il existe d'ailleurs trois formes de temps qui se superposent. D'abord, le *temps exact*, celui qui quadrille nos vies et tente de synchroniser le monde entier, le temps de l'horloge qui organise l'économie et les dispositifs disciplinaires. Il y a ensuite le *temps juste* que dicte la forêt et qui donne son organisation à la communauté. C'est le temps rythmé par le soleil et les saisons, le battement de la vie qui apporte une cadence à chaque corps. Enfin, il y a le *temps révolutionnaire*. Ce temps n'est pas encore advenu, mais il parcourt déjà les mondes. C'est un temps ancien dont on entend toujours l'écho. Et c'est ce temps-là dont on doit préparer l'avènement.

RECOMMENCER

La supposée « fin de l'histoire » néolibérale n'aura été qu'un moment historique déjà dépassé, mais dont le cadavre tente sans cesse de sortir de terre. Il faut

s’employer à interrompre définitivement cette suspension mortifère. Il n’est plus l’heure de se convaincre comme des chrétiens millénaristes ou des écologistes nihilistes qui ne vivent qu’en regard de l’apocalypse ou de la fin du monde. Il nous faut plutôt redessiner l’horizon de nos existences.

Retourner. Recommencer. Refaire.

le contact avec nos devenirs. Partir à nouveau, de là où nous sommes maintenant. Cette idée de recommencement doit s’inspirer du retour au futur contenu dans la résurgence autochtone.



Recommencer n’est jamais reprendre quelque chose ou une situation là où on les avait laissés. Ce que l’on recommence est toujours autre chose, et ce mouvement est chaque fois inédit. On n’est pas entrainé par le passé, mais par ce qui, en lui, n’est pas advenu. C’est alors autant nous-mêmes qui recommençons ce que nous n’avons jamais été. Recommencer signifie sortir de la suspension. Rétablir

Contre l’idée de réconciliation, fondamentalement asymétrique et instrumentalisée par les États coloniaux canadien et québécois, la résurgence doit être interprétée comme une décolonisation globale. Comme l’enseignent plusieurs ainés, cette résurgence s’appuie sur la tradition : langues, cultures, savoir-faire et modes d’organisation, comprenant une réparation des torts et de l’usurpation historique

infligés aux communautés autochtones. Loin de l'idée de souveraineté nationale propre à la modernité, la souveraineté autochtone que propose la résurgence combine une réappropriation territoriale par l'usage et une affirmation identitaire comprenant une revalorisation culturelle et spirituelle. Il ne s'agit pas simplement de retrouver une identité perdue pour se comprendre « vraiment » soi-même, mais plutôt de réactiver des éléments de mondes perdus ou enfouis en recourant au savoir des ainé·e·s, au rattachement aux langues, à la terre, et à un engagement avec la communauté. Il y a dans le recommencement quelque chose qui précède le commencement lui-même, qui y retourne pour l'approfondir et en quelque sorte refaire le temps.

PROVOQUER L'EMPIRE

À celles et ceux qui refusent à la fois la destruction du vivant et du sacré, tout autant qu'elles rejettent les formes de contestation inutiles contre cette destruction, leur rôle est de faire évènement. L'Empire est le système hégémonique mondial, l'immense toile de pouvoir que forment les dispositifs de domination modernes et coloniaux. C'est partout là où ça fonctionne, où ça circule, là où rien n'arrive, là où le vide-de-vie est roi. Provoquer l'Empire signifie mettre un frein au cours normal des choses. Là où le normal signifie exploitation quotidienne ; destruction tranquille ; atomisation progressive et silencieuse en un repli mortifère sur l'individu. L'avènement du temps révolutionnaire implique de faire surgir la confrontation, de s'attaquer aux symboles, aux infrastructures, aux ennemis qui menacent les formes de vie auxquelles nous tenons.

Il faut compromettre la poursuite et le redéploiement de l'économie capitaliste extractiviste jusqu'à les rendre intenables en métropole, dans les villes, les réserves, à la campagne, autant que dans la forêt. Il faut également anticiper le nouvel assaut du capital par l'économie verte où après avoir vendu la terre, vents et marées sont désormais monnayés pour étrangler l'avenir. La continuation de cette économie dépend de sa capacité (1) à extraire des ressources et (2) à les mettre en circulation. Nos considérations tactiques doivent découler de ces constatations en apparence évidentes, mais qui demandent une réflexion et des actions hors du commun.

> Être à la hauteur de la situation demande de prendre au sérieux la question posée par le fait d'habiter un lieu dans le contexte d'une communauté. Il n'est pas ici question de principes ou de positions personnelles, mais simplement de manières de vivre. L'urgence dictée par la situation climatique mondiale et la façon dont elle remet en question nos conditions d'existence ne font que confirmer le recours nécessaire à des traditions beaucoup plus anciennes que celles qui persistent dans la vieille modernité.

Notre mode d'organisation doit nous permettre de soutenir efficacement les luttes qui ont cours sur les territoires par-delà les frontières coloniales, d'aider à leur prolifération et d'acheminer des ressources qui permettent leur durée.

FAIRE ALLIANCE

Que signifie une actualisation de la souveraineté ancestrale au-delà d'une simple reconnaissance ? Quel est le rôle de chacun·e dans la fragmentation en cours du « Canada » ? Suffit-il d'insuffler de la puissance à la résurgence en cours ? Faut-il plutôt, pour chaque communauté, trouver ses propres manières de fragmenter le « Canada » et le « Québec », tout en se liant aux autres à partir de ces fragments de monde souhaitables ?



Nous avons remarqué que la cohérence et la constance que nous partageons entre nous permettent une rencontre profonde avec d'autres groupes en lutte, alors que ceux et celles qui se présentent comme des allié·e·s individuel·le·s arrivent souvent avec des postures qui sont incompréhensibles aux yeux des communautés qui les accueillent. Beaucoup s'y présentent avec des discours individuels et prétentieux, affichant une supposée radicalité et une critique du « système » exprimée avec une telle complexité qu'elle ne fait qu'afficher son impuissance.

Loin de ces attitudes individuelles, l'exigence posée par la décolonisation et le dépassement de la modernité réside dans la question du *Comment vivre* ? Non plus seulement la vie des individus, mais celles des communautés. Non pas des « contestataires », mais des protecteurs et protectrices des territoires. Non pas des citoyens, mais bien des habitant·e·s de leur monde Des groupes, des collectifs, des tribus, des bandes, des gangs et des réseaux liés par des pactes forgés dans des luttes communes et par la vie partagée.

Il nous faut nous rappeler que les allié·e·s sont ceux et celles, qui par définition, sont uni·e·s par une promesse d'alliance. « Un groupe qui apporte à un autre son appui, prend son parti ». Loin de la figure contemporaine de *l'aide-soignant*, l'allié ne peut être représenté par ce personnage effacé et poli. Il ne s'agit pas de *step back*, mais de *step in* et de *stand up next to.* Il s'agit de reconnaître la souveraineté ancestrale et de suivre les directives des ainé·e·s pour agir concrètement. À partir de nos positions forcément différentes dans l'organisation coloniale du vivant, il nous faut trouver les manières d'être et les chemins qui mènent à la décolonisation. Sur le terrain, faire alliance ne doit pas servir de prétexte à un effacement qui ne serait qu'une nouvelle forme de dissimulation. Il s'agit plutôt de devenir quelque chose qui mette un terme à la destruction. Quelque chose de si fort qu'il ne soit plus nécessaire de se prétendre anticapitaliste ou anticolonial puisqu'il en va de sa vie dans la guerre contre l'ordre moderne et colonial. Devenir enfin ce qu'il nous fallait être pour que l'immense machine impériale ne soit plus qu'un cauchemar du passé.

Près d'une barricade lors d'une soirée autour d'un feu en territoire anishinabeg un camarade inuit raconte l'analyse d'un de ses amis Cri : les Occidentaux ont oublié qu'eux aussi viennent de la forêt. C'est pourquoi ils l'ont transformé en objet de commerce. Mais la forêt peut s'enseigner et elle peut s'apprendre. Cependant, cette sensibilité a été enterrée sous des siècles de progrès colonial, de développement moderne. Toute communauté qui prétend dominer les territoires, et non pas en être la gardienne et l'héritière, est voué à se conduire elle-même jusqu'à son propre effondrement.

Comme un signe des temps, une prophétie au lac Barrière prédit ka-dish-pog-washni, « Dans le futur, nous sauterons haut ». Les Anishinabeg ont connaissance d'un temps à venir sur terre où les tempêtes feront rage, où les tornades se déchaîneront, où les inondations se multiplieront et où le vent secouera le monde jusqu'à ses fondations. Lorsque ce temps arrivera, des gens de partout viendront voir les ainé.es et trouverons dans les savoirs ancestraux les clés de l'avenir.